

AKTUELL

SANTÉ

La privatisation de la médecine en marche

Fabien Grasser

Les futures sociétés privées de médecins échapperont à l'avidité de la finance, selon un avant-projet de loi qui entre en débat à la Chambre. Mais cela n'exclut pas une course au profit, qui abandonnerait la prise en charge des actes médicaux les plus coûteux au seul secteur public.

Seul-es les médecins, dentistes et psychothérapeutes pourront devenir actionnaires des futures sociétés de médecins. Les « investisseurs financiers tiers » en seront bel et bien écartés, a confirmé la ministre de la Santé, Martine Deprez, devant la commission parlementaire de la Santé, réunie ce mercredi 25 février. Cette position est conforme au projet présenté en décembre en Conseil de gouvernement. Le doute est donc levé sur ce point, alors que d'aucuns pointaient le risque de voir la médecine devenir un terrain de jeu spéculatif.

Ce danger s'est matérialisé il y a quelques mois avec la création de la FindelClinic, comptant parmi ses actionnaires les hommes d'affaires Marc Giorgetti et Alain Kinsch, comme l'avait relaté le woxx (woxx 1864, « Nous sommes les bijoux de la couronne »). Le doute sur ce point était également entretenu par le flou caractérisant souvent les projets du gouvernement Frieden dans leur phase initiale, alors même que l'accord de coalition plaide pour la création rapide d'un « cadre juridique pour les sociétés de médecins, lesquelles ne pourront être composées que de médecins et d'autres professionnels de la santé ».

Pour élaborer ce nouveau cadre légal, le ministère de la Santé s'inspire de la loi de 2011 régissant les sociétés d'avocats. Les actionnaires en seront des médecins, des dentistes ou des psychothérapeutes pratiquant-es, soit trois professions autorégulées, contrôlées par le Collège médical. Ce dernier jouera un rôle central dans la constitution des sociétés, puisque c'est à lui que reviendra la responsabilité de vérifier que les capitaux sont bien apportés par des médecins et que l'objet de leur activité est purement médical et non commercial. « Chaque médecin associé reste responsable de ses actes médicaux. La responsabilité de la société concerne la gestion des loyers ou de salaires », a encore précisé Martine Deprez devant les députés de la commission Santé.

La présentation du contour de ces futures sociétés n'a pas rencontré de

franche hostilité chez les élu-es, mais a suscité des questions que les débats à venir devront éclaircir. La députée CSV Diane Adehm s'est ainsi enquis des sanctions encourues par les sociétés qui ne respecteraient pas le cadre, particulièrement sur la composition de l'actionnariat. La ministre évacue cette responsabilité vers le Collège médical, dont le contrôle devrait en principe empêcher les sorties de route. Un aspect que Diane Adehm aura tout loisir d'approfondir, la commission parlementaire l'ayant désignée rapporteuse du futur texte.

Tendance au regroupement

Cette loi se veut notamment une réponse à une tendance lourde observée ces dernières années, à savoir le regroupement de médecins dans des structures mal définies. « Le nombre de médecins généralistes exerçant leur profession en cabinet de groupe à quatre et plus de praticiens a progressé de 20,3 % en 2014, à 37,5 % en 2024 », détaille l'exposé des motifs accompagnant l'avant-projet de loi. Ce taux grimpe même à 66 % chez les spécialistes.

Le risque de voir naître une médecine à deux vitesses est-il pour autant écarté ? Rien n'est moins sûr. L'opposition, les syndicats et la Fédération des hôpitaux luxembourgeois alertent sur le risque de voir ces sociétés se lancer dans une course au profit, abandonnant la charge des actes les moins lucratifs au secteur public. « Il sera plus rentable d'enchaîner les poses de prothèse de genou, et les sociétés refuseront de soigner les maladies longues et coûteuses », s'inquiétait en novembre le directeur du Rehazenter, le Dr Gaston Schütz, auprès du woxx. Il y a quelques jours, le Luxemburger Wort divulguait le contenu d'une newsletter interne de l'Association des médecins et dentistes (AMMD) à même d'alimenter la crainte de voir les soins de qualité réservés aux nantis-es. « Le médecin doit avoir le droit de poursuivre les évolutions de la médecine et fixer ses propres tarifs, comme toute autre profession libérale », y affirme l'AMMD, qui se trouve en conflit ouvert avec la Caisse nationale de santé sur la revalorisation des tarifs médicaux. Nul besoin « d'investisseurs financiers tiers » pour créer une médecine à deux vitesses. Les médecins pourraient bien s'en charger tout-es seul-es.

SHORT NEWS

Marc Wagener, de l'UEL à la Croix-Rouge

(fg) – Le directeur de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), Marc Wagener, quitte l'organisation patronale pour rejoindre la Croix-Rouge luxembourgeoise, où il occupera la fonction de directeur général à partir du mois de mai. L'annonce en a été faite dans deux communiqués distincts publiés par l'UEL, puis la Croix-Rouge, le 24 février, à cinq minutes d'intervalle – un timing presque parfait. Marc Wagener occupait le poste de directeur de l'UEL depuis juin 2024. Son mandat aura donc duré moins de deux années, une période agitée, car marquée par la rupture du dialogue social avec les syndicats. Alors que le patronat avait misé sur le gouvernement Frieden pour imposer facilement ses réformes pro-business, la réaction syndicale a contrecarré ses ambitions, sur les pensions ou encore sur la négociation des conventions collectives. Les dernières tentatives de rapprocher les deux camps restent pour l'instant sans résultat. Marc Wagener paye-t-il les pots cassés d'une stratégie en partie vouée à l'échec ? Selon la version officielle, il a démissionné, mais un licenciement aurait indéniablement fait tache dans la situation actuelle. De quoi interroger aussi l'avenir de Michel Reckinger, l'actuel président de l'UEL, dont le mandat est remis en jeu chaque année. Quoi qu'il en soit, à la Croix-Rouge, Marc Wagener ne sera pas trop dépaycé puisqu'il travaillera sous la responsabilité d'un conseil d'administration présidé par Michel Wurth, qui fut lui-même président de l'UEL de 2004 à 2019.

Neue Tagesklinik für Jugendpsychiatrie

(mc) – Ab kommender Woche empfängt eine neue Tagesklinik für Jugendpsychiatrie in Wiltz erste Jugendliche in psychischen Krisen. Das gemeinsame Angebot des Service national de psychiatrie juvénile und des Centre hospitalier du Nord wird eine Versorgungslücke für junge Menschen zwischen 13 und 18 Jahren im Norden des Landes schließen. Mit einer Kapazität von 15 Plätzen und einer geschätzten Verweildauer von rund drei Monaten – je nach individueller Situation und Krise – können so bis zu 48 Patient*innen pro Jahr betreut werden. Tageskliniken erleichtern den Übergang von stationärer Versorgung zu ambulanter Behandlung in niedergelassenen Praxen oder verhindern einen vollstationären Aufenthalt präventiv. Die Behandlung werde tagsüber in unterschiedlichen Therapieräumen des Gebäudes in Wiltz, das auch einen Raum für schulischen Unterricht bereithält, erfolgen. Abends sollen die Jugendlichen in ihr familiäres Umfeld zurückkehren können. In der psychiatrischen Versorgung von Jugendlichen sei eine enge Einbeziehung von Familie und Angehörigen zentral, erklärt der Jugendpsychiater Gerhard Ristow gegenüber der woxx. Eine heimatnahe Versorgung sei daher unerlässlich. Ristow wird in Wiltz als Teil eines interdisziplinären Teams aus Psychiater*innen, Psycholog*innen, Pflegefachpersonen sowie Musik- und Ergotherapeut*innen und Pädagog*innen arbeiten. Neben der Tagesklinik in Wiltz gibt es für Jugendliche weitere Angebote in Esch (zwölf Plätze) und in Luxemburg-Stadt (zwanzig Plätze). Für Erwachsene besteht derzeit eine psychiatrische Tagesklinik mit 47 Plätzen in Ettelbrück.

CNA: Minister bietet wenige Antworten

(mes) – Im parlamentarischen Kulturausschuss der Chamber blieben vergangenen Mittwoch sowohl der Direktor des „Centre national de l'audiovisuel“ (CNA) Gilles Zeimet als auch Kulturminister Eric Thill (DP) der Opposition mehrere Antworten schuldig. Dabei wiegen die Vorwürfe schwer: Der Ex-Mitarbeiter und Filmkritiker Joy Hoffmann wirft CNA-Direktor Gilles Zeimet, seit Herbst 2023 CNA-Direktor, vor, für ein toxisches Arbeitsklima mit Mobbingfällen, Fehlinvestitionen und -planungen verantwortlich zu sein (woxx 1874). Bei einer rezenten Ausstellung wäre es auch zu Schäden an Fotografien aus dem Nachlass von Lutz Teutloff gekommen. Zudem sei der Zugang zu den Archivgütern und historischen Katalogen des CNA – etwa für Dokumentarfilmemacher*innen – nicht gewährleistet. Seit September 2023 haben vier von zehn Arbeiter*innen in Leitungspositionen gekündigt. Das Ministerium nehme die Situation zur Kenntnis, mit den Betroffenen habe man jedoch noch nicht gesprochen, sagte Thill auf Nachfrage des Abgeordneten David Wagner (déi lénk). Von den vermeintlichen zehn Mobbingfällen sah der Kulturminister bisher nur zwei bestätigt: „Jede Form von Mobbing ist inakzeptabel“, bekräftigte Thill am Mittwoch erneut und kündigte mehrere Maßnahmen an. So soll das Zentrum für staatliche Personalverwaltung (CGPO) eine Risikoanalyse zu den möglichen psychosozialen Folgen durchführen. Auch soll ein neues Gremium, das die Direktion begleiten soll, eingeführt werden. Um weitere Fragen zu klären, müssten jedoch persönliche Daten preisgegeben werden, gab Minister Thill an. Die nächste Kommissionssitzung, von der die Abgeordneten sich mehr Klarheit erhoffen, werde deshalb hinter verschlossenen Türen stattfinden. Ein Datum steht noch nicht fest.